

© TRIBLE Architectes



## Quartier de Semi-Liberté de Mulhouse – Réhabilitation et extension du QSL en site occupé (68) DISP STRASBOURG

TRIBLE Architectes

**Un bâtiment principal de 740 m<sup>2</sup> : 26 cellules mises aux normes, 2 cellules créées et les locaux annexes bénéficiant d'une extension de 26m<sup>2</sup> pour création d'une salle d'activité.**

**Un bâtiment annexe de 145 m<sup>2</sup> : bureaux, vestiaires, sanitaires et locaux annexes.**

**Budget : 1,8 M€ HT**

**Années de la mission : 2022 - 2024**

**Mission MP CONSEIL : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage**

### LE PROJET

Dans le cadre de l'ouverture du nouveau centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach, certains locaux administratifs ont été libérés sur le site du Quartier de Semi-Liberté du fait de leur intégration dans le nouveau centre.

Le présent projet permet donc la création d'une liaison entre les locaux devenus vacants et les espaces de détention existants générant ainsi la création de deux nouvelles cellules : une pour les mineurs et une adaptée aux personnes à mobilité réduite. Les espaces extérieurs et les accès au bâtiment sont donc rendus conformes à la réglementation accessibilité.

L'ensemble des zones sanitaires / kitchenettes des cellules existantes sont reprises et mises en conformité ainsi que le bâtiment annexe doté de bureaux, vestiaires et sanitaires à destination des agents présents sur le site.

### LA MISSION MP CONSEIL

Missionné en appui des services immobiliers de l'administration pénitentiaire, nous accompagnons le maître d'ouvrage sur le suivi des études menées par la maîtrise d'œuvre ainsi que le suivi en phase de réalisation.

Notre mission consiste à coordonner l'action de chacun des acteurs : maîtrise d'œuvre, Bureau de Contrôle Technique, Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé ainsi que de diffuser au donneur d'ordre les éléments sur lesquels un positionnement est attendu.

Dans le cadre de notre rôle de conseil et d'accompagnement nous proposons les actions à mener basées sur une analyse du cadre administratif et réglementaire de la situation.